

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Une-prolongation-du-nucleaire-Risque-et-pas>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Une prolongation du nucléaire ? Risquée et pas avantageuse**

1er février 2018

Une prolongation du nucléaire ? Risquée et pas avantageuse

Prolonger la durée de vie de deux réacteurs nucléaires ne procure aucun avantage économique à long terme, mais est plus risqué. Les organisations environnementales Greenpeace, Bond Beter Leefmilieu (BBL) et Inter-Environnement Wallonie (IEW) en arrivent à cette conclusion sur la base d'une mise à jour par le centre de recherche EnergyVille de son étude énergétique 2017 réalisée à la demande des grands consommateurs industriels.

L'étude est en fait une actualisation d'un rapport réalisé l'an passé à la demande de Febeliec, la fédération des gros consommateurs d'électricité. Greenpeace a demandé au centre de recherche qui associe la KULeuven et l'UHasselt de modifier deux paramètres initiaux : le prix du gaz, moins élevé que prévu, et la disponibilité des réacteurs nucléaires.

« Cette mise à jour montre que la prolongation de deux réacteurs n'entraîne pas de baisse du coût systémique à l'horizon 2040 », explique Jan Vande Putte, expert en énergie chez Greenpeace Belgium. « Retarder, même partiellement, la sortie du nucléaire est donc une fausse solution. La seule façon d'aller de l'avant, et la plus rentable à long terme, est de confirmer la sortie du nucléaire et de se consacrer totalement à la transition vers un système énergétique plus vert ».

Si, comme prévu, le parc nucléaire ferme en 2025, le coût annuel du système électrique belge sera de 5,415 milliards d'euros en 2030, soit trois fois plus que le coût actuel. Si les deux réacteurs les plus récents sont prolongés jusqu'en 2035, le coût baissera à 5,130 milliards d'euros. Par contre en 2040, les deux scénarios se valent à deux millions près, soit 7,19 milliards d'euros.

« Une prolongation du nucléaire ne fait donc que postposer les investissements nécessaires dans les capacités de remplacement », indique Jan Vande Putte, expert en énergie chez Greenpeace.

Mise à jour de l'étude des grands consommateurs

Les discussions sur le pacte énergétique reprendront prochainement sur la base des chiffres supplémentaires demandés par la ministre Marghem. En actualisant l'étude d'EnergyVille, les organisations environnementales donnent un argument de poids aux différents gouvernements pour confirmer la sortie du nucléaire, explique Greenpeace dans son communiqué.

« Même dans l'éventualité d'une prolongation partielle, nous devons à terme fermer ces deux centrales nucléaires et investir dans de nouvelles capacités », ajoute Arnaud Collignon d'Inter-Environnement Wallonie. « Étant donné que cette prolongation n'est pas avantageuse pour les citoyens et qu'elle les expose à des risques nucléaires, nous devrions nous en tenir à l'élimination complète du nucléaire d'ici 2025. Les entreprises et les citoyens seront ainsi incités à investir dans des solutions d'avenir : une énergie propre, fiable et sûre, sans risques ni déchets nucléaires. »